



Conseil économique et social

Distr. générale
22 février 2008
Français
Original : anglais

Commission du développement durable

Seizième session

5-16 mai 2008

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Module thématique du cycle d'application 2008-2009

– session d'examen

Agriculture

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le monde produit des aliments en quantités suffisantes, mais plus de 850 millions de personnes souffrent de faim chronique. En dépit d'une baisse de la pauvreté rurale ces 10 dernières années, on estime qu'il y a encore 883 millions de pauvres vivant dans les régions rurales, qui sont dans leur grande majorité tributaires de l'agriculture pour leur survie et leur subsistance. Selon les projections, la population mondiale devrait atteindre 9 milliards de personnes en 2050, vivant en majorité dans les pays en développement, la production alimentaire devra en conséquence augmenter, peut-être même être doublée, afin de satisfaire une demande mondiale en constante augmentation.

Par ailleurs, les défis que l'agriculture doit relever n'en sont que plus grands face aux nouvelles incertitudes et facteurs nouveaux que sont les changements climatiques, le coût élevé de l'énergie et la pénurie de ressources, auxquels s'ajoutent la mondialisation, l'urbanisation et les tendances nouvelles du marché et de la consommation, notamment la flambée des cours mondiaux des produits agricoles. Dans ce contexte, le rôle des agriculteurs et d'autres acteurs ruraux est essentiel.

Il convient donc de prêter de nouveau attention au rôle de l'agriculture en tant que secteur capital dans les initiatives nationales, régionales et internationales visant à réduire la faim et la pauvreté, à améliorer le niveau de vie en milieu rural et à réaliser le développement durable.

* E/CN.17/2008/1.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Examen de la mise en œuvre	3–52	3
A. Faim, pauvreté et sécurité alimentaire	4–9	4
B. Production agricole et consommation	10–22	6
1. Tendances sectorielles et prévisions	10–13	6
2. Évolution des modes de consommation	14–16	7
3. Contraction de l’offre et augmentation des prix	17–18	8
4. Changements climatiques et agriculture	19–20	9
5. Perspectives d’avenir	21–22	10
C. Planification intégrée de l’agriculture durable	23–40	11
1. Terres arables, productivité des sols et rendement des cultures	23–25	11
2. Consommation d’engrais et utilisation de l’énergie	26–30	11
3. Eau et agriculture	31–33	13
4. Ressources phytogénétiques et zoogénétiques	34–37	14
5. Santé : animaux et êtres humains	38–40	15
D. Moyens d’application : commerce international et investissement dans l’agriculture	41–52	16
1. Commerce agricole international	41–45	16
2. Investissement dans l’agriculture	46–52	17
III. Défis permanents	53–57	20

I. Introduction

1. Le présent rapport donne un bref aperçu de l'état de la mise en œuvre des buts et objectifs relatifs à l'agriculture, convenus dans le programme Action 21, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg) et des décisions adoptées par la Commission du développement durable lors de ses sessions précédentes. Il met également en lumière les contraintes et les obstacles auxquels les pays se sont heurtés dans la réalisation de ces objectifs, et rend compte des problèmes qui continuent de se poser. Conformément au mandat donné par la Commission du développement durable à sa onzième session, les progrès réalisés dans le module thématique de l'agriculture sont également examinés sous l'angle des questions intersectorielles définies par la Commission. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les rapports du Secrétaire général sur le développement rural, l'utilisation des terres, la sécheresse, la désertification et l'Afrique, ainsi que le rapport sur les tendances du développement durable, dont la Commission est saisie à sa présente session.

2. Le rapport s'inspire des contributions de fond de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), organisation chef de file pour les questions relatives à l'agriculture. Le Secrétariat a également tiré parti, en particulier, du rapport de la Banque mondiale intitulé « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture au service du développement », ainsi que des bilans de pays et des évaluations nationales présentés par les gouvernements et des contributions des parties prenantes et groupes importants. Il a également été tenu compte des évaluations régionales faites par les commissions régionales des Nations Unies.

II. Examen de la mise en œuvre

3. Il est déclaré au chapitre 14 d'Action 21, adopté il y a 15 ans par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, que l'agriculture devra relever le défi de satisfaire les besoins en denrées alimentaires et autres produits agricoles d'une population croissante, principalement en augmentant la production sur les terres déjà exploitées et en évitant d'empiéter encore sur des terres qui ne sont que marginalement aptes à la culture. Cinq ans plus tard, au Sommet planète Terre + 5, les gouvernements ont demandé que la sécurité alimentaire pour les populations pauvres des zones urbaines et rurales soit une priorité, s'agissant de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des ressources alimentaires. La Commission du développement durable a axé, à sa troisième et à sa huitième session, ses travaux sur l'agriculture, le développement rural et les terres et conclu que l'agriculture doit augmenter la production alimentaire de manière durable et améliorer la sécurité alimentaire tout en étant écologiquement viable, afin de contribuer à une gestion durable des ressources naturelles. Le plan de mise en œuvre de Johannesburg, adopté par le Sommet mondial pour le développement durable en 2002, a réaffirmé tous ces objectifs et demandé que ceux du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire visent à réduire de

moitié la faim et la pauvreté dans le monde d'ici à 2015¹. Cependant, à mi-chemin de cette échéance, la sécurité alimentaire, qui revêt un degré de priorité élevé pour tous les pays, reste un objectif à atteindre. Bien que le monde dispose de quantités suffisantes de denrées alimentaires pour nourrir ses populations, la famine persiste et la sécurité alimentaire mondiale devra faire face dans le futur aux incertitudes que font planer la rareté grandissante des ressources et les changements climatiques.

A. Faim, pauvreté et sécurité alimentaire

4. En dépit des progrès soutenus enregistrés dans la production agricole mondiale (y compris dans les domaines de la pêche et des forêts) et des taux d'accroissement de la population moins élevés que prévu, on estime que 854 millions d'habitants dans le monde souffrent encore de faim chronique, dont 820 millions vivent dans les pays en développement, 25 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays développés. Après une légère diminution du nombre de personnes souffrant de la faim dans les années 90, la population s'est remise à augmenter depuis le début de la décennie, ce qui rend fort improbable la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation consistant à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde².

5. La très petite diminution en termes nets du nombre de personnes sous-alimentées depuis la période de référence 1990-1992 a, en raison de l'accroissement de la population, entraîné une diminution de 3 % de la proportion de personnes souffrant de la faim dans les pays en développement – passant de 20 % en 1990-1992 à 17 % en 2002-2004 (selon les prévisions les plus récentes de la FAO). Cela signifie que des progrès ont été accomplis vers la réalisation du premier des objectifs du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à 2015. Toutefois les progrès ont été plus lents pendant cette période que lors des deux décennies précédentes, où la proportion des personnes sous-alimentées a accusé une diminution de 9 % (passant de 37 % à 28 %) entre 1969-1971 et 1979-1981 et de 8 % supplémentaires (passant à 20 %) entre 1979-1981 et 1990-1992.

6. La stagnation mondiale constatée dans la lutte contre la faim cache d'importantes disparités entre les régions : les pays d'Asie et du Pacifique et de l'Amérique latine et ceux des Caraïbes enregistrent une réduction globale à la fois du nombre et de la prévalence des personnes sous-alimentées depuis 1990-1992. Cependant, dans ces deux régions, le taux moyen de réduction reste en deçà de ce qu'il faudrait pour réduire de moitié la proportion de la population sous-alimentée d'ici à 2015. Bien que la croissance économique en Asie de l'Est, en particulier en Chine, ait contribué à réduire de 2,5 % par an en moyenne la fréquence de la sous-alimentation dans la région, c'est l'Asie du Sud qui compte le plus grand nombre de personnes souffrant de la faim, représentant 36 % de tous les sous-alimentés du monde en développement. Le nombre de personnes sous-alimentées au Proche-Orient et en Afrique du Nord a augmenté au cours de la même période 1990-1992 à 2002-2004. En Afrique subsaharienne, il s'agit de la continuation d'une tendance

¹ Action 21 (par. 14.1), Rio + 5 (par. 63); CSD-8, dec. 8/4, par. 2...; JPOI, par. 40; FAO, *Rapport du Sommet mondial de l'alimentation (13-17 novembre 1996)*, Rome, 1997.

² FAO, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2007 ». Rome, 2007.

discernée pendant ces 30 dernières années au moins. En Afrique centrale, il y a eu une montée en flèche à la fois de la sous-alimentation et de sa fréquence³.

7. Comme on l'a souvent relevé, les problèmes de la faim et de la pauvreté sont inextricablement liés et l'on ne peut résoudre l'un sans s'attaquer à l'autre. La faim est non seulement la conséquence de la pauvreté, elle en est aussi la cause. Cependant les tendances et les prévisions dans le passé montrent que la réduction de la pauvreté ne diminue pas pour autant la sous-alimentation, surtout en ce qui concerne les plus vulnérables, étant donné que la faim chronique se dresse comme un obstacle lorsqu'il s'agit d'échapper à la pauvreté, c'est ce qu'on appelle « le piège de la faim ».

8. Il n'en reste pas moins que l'agriculture présente un avantage comparatif indéniable par rapport à d'autres secteurs lorsqu'il s'agit de réduire la pauvreté. Les agriculteurs voient dans l'agriculture à la fois un moyen de se nourrir, ainsi que leur famille, et celui de gagner leur vie en vendant les produits qu'ils en tirent. C'est la croissance agricole qui contribue le plus à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et au développement global, en particulier dans les pays en développement. Mais après une cinquantaine d'années de croissance presque continue de la production agricole mondiale, cette perspective est hors de la portée de beaucoup de pays, surtout les moins avancés, ces dernières années en particulier, et les coûts environnementaux ont souvent été très élevés, menaçant de ce fait la viabilité écologique de la production future. Comme l'indique le « Rapport sur le développement dans le monde 2008 » de la Banque mondiale, l'ironie est que la plupart des personnes souffrant d'insécurité alimentaire vivent dans des zones rurales où l'on produit des aliments, mais elles achètent plus de nourriture qu'elles ne vendent d'aliments. La pauvreté restreint leur accès aux aliments sur les marchés⁴.

9. Une des caractéristiques dominantes du développement agricole est le fait que ce sont principalement les femmes qui produisent les denrées de base mondiales (riz, blé et maïs). Selon la FAO, les femmes des zones rurales produisent la moitié de la production vivrière mondiale et entre 60 % et 80% des produits alimentaires dans la plupart des pays en développement. En Afrique, en particulier, du fait que les hommes participent de moins en moins aux travaux agricoles pour raisons de guerre, de maladies et de la mortalité due au VIH/sida et à d'autres maladies et de l'exode rural à la recherche d'un emploi rémunéré, le rôle des femmes dans l'agriculture est devenu de plus en plus important, phénomène dénommé « féminisation de l'agriculture ». Le fait que les femmes ont généralement un accès restreint aux moyens de production et aux services agricoles, aux terres agricoles, aux outils et à la technologie, au crédit rural, à la formation agricole et ne participent que très peu à la prise de décisions, limite les possibilités d'une croissance globale dans le secteur agricole.

³ Ibid., p. 130 à 133, fig. 26 et 27; FAO, « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde », Rome, 2006; et Banque mondiale, « Indicateurs du développement dans le monde, 2007 ».

⁴ Banque mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde, 2008 : l'agriculture au service du développement » (Washington, 2007).

B. Production agricole et consommation

1. Tendances sectorielles et prévisions

10. La production agricole mondiale a permis de satisfaire la demande croissante de denrées alimentaires dans le monde (y compris les produits de la culture et de l'élevage). Le produit intérieur brut (PIB) agricole mondial a augmenté entre 1980 et 2005 de 2 % par an en moyenne, ce qui est supérieur au taux annuel de l'accroissement démographique qui est de 1,6 %. La production par habitant a en conséquence enregistré une tendance à la hausse tout particulièrement depuis le milieu des années 90. Cette augmentation est en grande partie le fait des pays en développement.

11. La production et la demande de certains produits agricoles ont subi des fluctuations au fil du temps et la croissance n'a pas toujours été constante. Selon les données de la FAO, la production céréalière mondiale, après avoir stagné pendant plusieurs années, a fort brusquement augmenté pendant la campagne agricole de 2004-2005, mais a diminué en 2006-2007, en raison principalement des conditions climatiques défavorables dans certains grands pays producteurs. On estime que la production céréalière mondiale en 2007 a augmenté de 4,6 % par rapport à l'année précédente et les perspectives initiales pour 2008 laissent escompter un gain plus important qui résulterait de l'accroissement des cultures céréalières hivernales en Europe et aux États Unis. La sécheresse et les inondations dans diverses régions du monde ont restreint les perspectives de croissance de la production de riz et de blé en 2007, mais on estime que la production et la consommation de céréales secondaires, telles que le maïs et le sorgho en particulier, auraient considérablement augmenté à cause de la demande de céréales fourragères et pour les besoins en éthanol. La production de produits alimentaires de haute valeur comme les légumes, les fruits, la viande, le lait et les fleurs connaît un taux de croissance nettement plus élevé dans les pays en développement que dans les pays développés⁵.

12. L'élevage représente actuellement une part d'environ 40 % de la valeur brute de la production agricole mondiale, et cette part augmente. Le secteur de l'agriculture est le plus grand utilisateur mondial de terres agricoles, s'agissant directement de pâturages et indirectement de cultures fourragères et d'autres aliments du bétail. Le taux de croissance de l'élevage a toutefois ralenti ces dernières années et est inférieur aux moyennes des 40 dernières années. Le taux de croissance de la production animale va ralentissant à cause de la hausse des coûts des aliments du bétail et de diverses épizooties, dont la grippe aviaire et les maladies qui frappent les porcs et les bovins, semant le désarroi chez les consommateurs et provoquant des embargos commerciaux et une chute des prix. La demande de productions animales a continué d'augmenter dans les pays en développement, accompagnée d'une augmentation des revenus, dopant ainsi le marché mondial. Dans les pays développés, l'éventualité d'une augmentation de la demande de viande est faible parce que la consommation de viande y est déjà très élevée et que des préoccupations d'ordre sanitaire et à propos de l'hygiène des denrées alimentaires, suscitées essentiellement par les matières grasses animales et l'incidence de nouvelles maladies animales, se sont fait jour. Qui plus est, les effets

⁵ FAO, SOFA, 2007, p. 120 à 124; et FAO, « Perspectives de l'alimentation : analyse des marchés mondiaux », novembre 2007; pour les prévisions pour 2008, voir FAO, « Crop Prospects and Food Situation », n° 1, février 2008.

de l'élevage sur l'environnement sont un souci constant dans beaucoup de pays, où l'élevage contribue à la déforestation et peut entraîner l'érosion des sols, la désertification et la perte de la biodiversité des plantes⁶.

13. L'aquaculture – ou pisciculture – est le secteur de production alimentaire qui a connu l'expansion la plus rapide ces 25 dernières années, atteignant un taux moyen de croissance annuel de 8,8 % depuis 1970. L'aquaculture a atteint 50 millions de tonnes en 2006 et représente environ 45 % de toute la consommation humaine de poissons et l'on s'attend à ce qu'elle dépasse la pêche de capture dans un avenir proche en tant que source principale d'approvisionnement en poissons de consommation. Les pays en développement assurent 79 % de la pisciculture mondiale et des produits de la pêche (capture et aquaculture) et la moitié des exportations mondiales de poissons d'un montant de 86 milliards de dollars en 2006 provenait de ces mêmes pays. Le poisson étant une source importante de protéines, d'acides gras, de vitamines et de minéraux, sa consommation aide à réduire la faim et la malnutrition. La pisciculture améliore la sécurité alimentaire du fait qu'elle crée des emplois et augmente les revenus. L'on estime que la pisciculture emploie directement quelque 12 millions de personnes en Asie. L'Afrique, par contre, n'a pas connu cet essor puisque c'est la seule région où la consommation de poisson par habitant a diminué et où la production représente moins de 1 % de la pisciculture mondiale. Selon les prévisions de la FAO, d'ici à 2030, il faudra 37 millions de tonnes de poissons de plus par an pour pouvoir maintenir les niveaux actuels de consommation de poisson chez une population mondiale en pleine croissance. La pêche de capture ayant atteint un niveau maximum de production, la pisciculture est le seul moyen de combler le déficit de poisson⁷.

2. Évolution des modes de consommation

14. Les régimes alimentaires dans les pays en développement, en particulier, évoluent en fonction des revenus. La part de la consommation que représentent les produits de base, tels que les céréales, les racines et les tubercules, diminue, tandis que celle de la viande, des produits laitiers et des oléagineux augmente. Les céréales demeurent de loin la source la plus importante d'aliments, à la fois directement pour la consommation humaine et, indirectement, comme intrants pour l'élevage. Mais l'on s'attend à ce que les produits laitiers et produits à base de viande occupent une place de plus en plus importante dans le régime alimentaire des êtres humains. La demande de produits à forte valeur ajoutée, tels que les fruits et les légumes frais, les produits de l'horticulture et de cultures biologiques, augmente dans les pays développés et les économies en transition et dans les pays en développement dont l'économie connaît une forte croissance.

15. L'agriculture biologique, qui n'a pas recours aux intrants chimiques tels que les engrais, se pratique sur environ 2 % des terres agricoles dans le monde, soit environ 31 millions d'hectares. Il s'agit d'une industrie de grande valeur, qui a rapporté 24 milliards de dollars en Europe, en Amérique du Nord et en Asie en 2006, bien que ses possibilités de croissance dans les zones moins développées soient limitées par la nécessité d'effectuer des investissements considérables dans le

⁶ FAO, SOFA, 2007; et FAO, « Perspectives de l'alimentation : analyse des marchés mondiaux », novembre 2007.

⁷ FAO, « Le Rôle de l'aquaculture dans le développement durable », manifestation spéciale de haut niveau pendant la Conférence de la FAO, Rome, 17-24 novembre 2007.

renforcement des capacités, la commercialisation et le contrôle de qualité élevée. Les experts estiment que si l'agriculture biologique fournit des aliments nutritifs et conformes aux normes de salubrité et représente une source croissante de revenus, tant pour les pays développés que ceux en développement, elle ne saurait à elle seule nourrir ceux qui souffrent de la faim aujourd'hui ou demain⁸.

16. La moitié de la population mondiale vit désormais dans les villes, contribuant à accroître la demande dans les zones urbaines de denrées alimentaires, notamment de fruits et de légumes frais. L'agriculture urbaine s'est développée sous la forme de potagers cultivés par des ménages sur des lopins de terre individuels, sur le bord des routes, sur des terrasses et dans des cours, qui leur permettent de nourrir leur famille et également d'en vendre les produits par l'intermédiaire des marchands ambulants. Les cultivateurs urbains contribuent, en fournissant des fruits et des légumes, à améliorer la nutrition. Cependant, l'utilisation incontrôlée, dans certains cas, de produits agrochimiques et d'une eau d'irrigation d'origine douteuse ont créé des problèmes de santé publique.

3. Contraction de l'offre et augmentation des prix

17. Une analyse des données effectuée sur une quarantaine d'années, jusqu'au début de la décennie, montre que la consommation alimentaire par habitant a augmenté régulièrement, en particulier dans les pays en développement (bien que cela ne soit pas tout à fait le cas en Afrique subsaharienne), tandis que le prix des denrées alimentaires a diminué. Les prix réels du riz, du blé et du maïs – l'aliment de base le plus important dans le monde – ont chuté d'environ 60 % entre 1960 et 2000. Mais, plus récemment, en raison de maigres récoltes en 2006-2007 dans les pays producteurs les plus importants et d'une demande en rapide expansion de céréales et d'autres cultures destinées à la production de biocarburants, les prix mondiaux des produits agricoles ont considérablement augmenté pour pratiquement tous les produits alimentaires de base et produits d'affouragement les plus importants. Cette flambée des prix, tirée par le blé et le maïs, mais qui affecte presque tous les autres produits, s'est accompagnée d'une instabilité des marchés encore plus grande que dans le passé. La FAO a annoncé, en décembre 2007, que le prix des céréales avait atteint des niveaux que l'on avait pas vus en 10 ans. Toutefois, l'effet des fluctuations des taux de change, en particulier la dépréciation du dollar par rapport aux autres grandes monnaies, a amorti le contrecoup de l'augmentation des prix des produits agricoles et contribué à maintenir la demande de produits importés à un niveau élevé⁹.

18. Un rapport établi en décembre 2007 par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pour la réunion annuelle du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale a trouvé que l'augmentation du prix des denrées alimentaires met en péril, en fait, les moyens d'existence des pauvres et leur nutrition. Le rapport conclut que l'explosion que connaît la demande d'aliments du bétail, de produits alimentaires et de carburants a récemment provoqué de considérables augmentations des prix, qui vraisemblablement ne disparaîtront pas

⁸ FAO, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture », Rome, 2007; et Banque mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde, 2008 » (2007).

⁹ FAO, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2007 », p. 124 : « Perspectives de l'alimentation : analyse des marchés mondiaux », Rome, novembre 2007; FAO, « Perspectives de l'alimentation », Rome, décembre 2007.

dans un avenir proche parce que le niveau des stocks est bas et que le taux de croissance de l'offre de produits agricoles est faible¹⁰. S'il est vrai que des exploitants agricoles dans le monde ont leur part des bénéfices résultant de prix plus élevés obtenus de leurs récoltes, on peut dire cependant que les prix au détail en général plus élevés pour les produits de base – ce qu'on appelle « l'inflation alimentaire » – ont les effets les plus défavorables sur les consommateurs les plus démunis, qui sont des acheteurs nets de denrées alimentaires. Des informations ont fait état, fin 2007, de manifestations et de troubles civils dans un certain nombre de pays d'Afrique et d'Amérique latine en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires de base, telles que le pain, les pâtes et les galettes de maïs, tandis que les stocks de riz – qui nourrit la moitié de la population mondiale – sont tombés à leur niveau le plus bas depuis le milieu des années 70. La flambée des prix et le bas niveau des stocks – de pair avec la majoration des coûts du transport et de l'énergie – trouvent également un écho dans le fait que les livraisons d'aide alimentaire mondiale en 2006 sont tombées à leur niveau le plus bas depuis plus de 30 ans. Le Programme alimentaire mondial a relevé qu'en raison des prix mondiaux élevés des céréales et des transports, nourrir une personne qui a faim lui a coûté moitié plus ces cinq dernières années¹¹.

4. Changements climatiques et agriculture

19. La production agricole en particulier pourrait pâtir du réchauffement de la planète et des changements climatiques. Certains analystes prévoient que le PIB agricole mondial diminuera de 16 % d'ici à 2020, en raison du réchauffement de la planète, les pays en développement étant les plus durement touchés¹². Dans le rapport de son Groupe de travail II sur les incidences des changements climatiques, l'adaptation et la vulnérabilité (avril 2007), le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a conclu qu'il est prévu que la production agricole dans beaucoup de pays et de régions d'Afrique, notamment l'accès aux denrées alimentaires, sera gravement compromise par les variations et changements climatiques¹³.

20. L'augmentation prévue de la température mondiale moyenne au cours des 50 prochaines années pourrait avoir de graves conséquences pour les précipitations et

¹⁰ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, « The World Food Situation: New Driving Forces and Required Actions », rapport pour la réunion annuelle du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, Beijing, 4 décembre 2007.

¹¹ Système international d'information sur l'aide alimentaire, voir « Food Aid Flows », juin 2007. Une augmentation de l'aide alimentaire provenant des pays en développement marque une nouvelle étape positive, dans laquelle l'aide alimentaire a augmenté de 40 % (quoique d'un niveau très bas) en 2006 par suite des prix élevés et du coût des transports pratiqués par les donateurs traditionnels. Programme alimentaire mondial, « Food Aid Flows, 2006 » (Rome, 2007).

¹² Cline, W. R., « Global Warming and Agriculture: Impact estimates by country », Washington, Center for Global Development and Peterson Institute for International Economics, 2007.

¹³ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat : « Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Summary for Policymakers approved at the eighth Session of Working Group II of the IPCC, Brussels, April 2007 ». Le rapport de synthèse définitif sur le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.ipcc.ch/ipccreports/ar4-syr.htm>.

la fréquence ainsi que l'intensité des conditions météorologiques extrêmes¹⁴. Les pays qui souffrent d'insécurité alimentaire et qui dépendent d'écosystèmes fragiles sont particulièrement vulnérables du fait des incidences sur la production des aliments, notamment les effets sur les cultures, les pâturages, les forêts et le bétail, la variation des zones climatiques, l'impact sur les sols, la perte du milieu naturel des espèces sauvages ou exploitées à des fins de consommation ou de subsistance, ainsi que l'incidence et les risques accrus de ravageurs et de maladies dues à des vecteurs. Ces pays sont également ceux qui sont le plus démunis en moyens d'investir dans la recherche ou les infrastructures pour atténuer les effets des changements climatiques ou d'en réparer les dommages par des importations accrues de denrées alimentaires¹⁵. C'est pour les pauvres des zones rurales d'Afrique que la triple menace des changements climatiques, de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la croissance de la population, a les conséquences les plus néfastes.

5. Perspectives d'avenir

21. Les données indiquent que le taux de croissance de la demande mondiale de produits agricoles a ralenti parce que les taux de croissance de la population ont diminué et que les niveaux de consommation de denrées alimentaires ont atteint un niveau relativement élevé dans beaucoup de pays. En général, on s'attend à ce que la croissance de la demande continue de faiblir encore à l'avenir¹⁶. Cependant, les pays en développement les plus défavorisés seront de plus en plus tributaires des importations agricoles, et la sécurité alimentaire dans bien des zones pauvres ne pourra s'améliorer sans un accroissement notable de la production locale.

22. Au niveau mondial, les producteurs ont satisfait dans le passé la demande effective du marché pour ceux qui étaient en mesure de payer. Mais la demande effective ne représente pas la demande totale de produits alimentaires ou d'autres produits agricoles, parce que des centaines de millions de personnes n'ont pas les moyens d'acheter ce dont elles ont besoin, ou ne disposent pas des ressources nécessaires pour le produire elles-mêmes. Ainsi, s'il y a un potentiel suffisant de production au niveau mondial, il n'en demeure pas moins que les problèmes d'insécurité alimentaire au niveau des ménages ou au niveau national subsisteront. Dans les zones urbaines, le bas niveau des revenus est en général synonyme d'insécurité alimentaire, mais dans les zones rurales pauvres cette dernière est inséparable des problèmes liés à la production agricole. Dans bien des régions du monde en développement, la majorité des habitants continue de dépendre de l'agriculture locale pour son alimentation et ses moyens de subsistance mais le potentiel des ressources locales de soutenir de nouvelles augmentations de la production est limité, tout au moins avec les conditions technologiques actuelles.

¹⁴ Stern, Nicholas, « Stern Review: Economics of Climate Change », London, United Kingdom Treasury, 2006.

¹⁵ Voir <http://www.iiasa.ac.at/Research/LUC/SAEZ/index.html> pour complément d'information sur une étude conjointe FAO/Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués concernant une évaluation agroécologique mondiale de l'agriculture au XXI^e siècle. Voir également un rapport ultérieur dudit Institut, intitulé « Climate change and agricultural vulnerability » disponible à l'adresse suivante : <http://www.iiasa.ac.at/Research/LUC/JB-Report.pdf>.

¹⁶ Banque mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde, 2008 », inspiré de : Rosegrant, Mark W., *et al.*, « Future Scenarios for Agriculture: Plausible Futures to 2030 and Key Trends in Agricultural Growth », 2006, document de référence pour le rapport de la Banque mondiale, 2008.

C. Planification intégrée de l'agriculture durable

1. Terres arables, productivité des sols et rendement des cultures

23. Environ 11 % (1,5 milliard d'hectares) de la surface de la planète sont consacrés de nos jours à l'agriculture (terres arables et terres sous cultures permanentes, moyenne de 2003-2005). Cette superficie représente un peu plus du tiers des terres jugées arables à un certain degré. La planète compte de vastes terrains (environ 2,7 milliards d'hectares) qui pourraient être cultivés à des degrés divers dans plusieurs pays se trouvant pour la plupart en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, mais la majeure partie de ces terres manquent de l'infrastructure nécessaire, ou doivent être protégées pour des raisons de couvert forestier ou d'environnement, ou n'ont pas accès aux moyens agricoles et technologiques appropriés.

24. Il existe trois moyens de développer l'agriculture, à savoir augmenter la superficie des terres cultivables, accroître la fréquence des récoltes (souvent au moyen de l'irrigation) et accroître le rendement. D'après des études, environ 10 % de la croissance prévue des cultures dans les pays en développement résulteront de l'intensification sous forme d'augmentation du rendement (67 %) ou d'un taux d'intensification plus important (12 %). Il est prévu que la part revenant à l'intensification augmentera de 90 % et plus dans les régions pauvres en terres du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud. Dans ces régions, l'intensification, grâce à une gestion améliorée et de meilleures techniques, sera pratiquement l'unique moyen d'accroître la production. Ailleurs, les nouveaux sols arables demeureront le facteur prépondérant de l'augmentation de l'agriculture dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine.

25. Améliorer et remettre en état des terres pour réaliser l'agriculture durable et remédier à la baisse de la productivité nécessite une démarche intégrée et multiforme. Elle consiste en pratiques améliorées favorisant le « développement de l'agriculture écologique », qui se fonde sur les trois principes suivants : déstabilisation minimale des sols, couche de terre végétale permanente et alternance des cultures¹⁷.

2. Consommation d'engrais et utilisation de l'énergie

26. L'amélioration et la préservation de la fertilité des sols sont indispensables si l'on veut réaliser des augmentations durables du rendement des cultures. Sans la présence de niveaux satisfaisants de fertilité, les récoltes ne peuvent pas tirer parti d'autres facteurs tels que les nouvelles semences et pratiques nouvelles. On doit enrichir la plupart des sols d'éléments nutritifs en quantités suffisantes sous forme d'engrais biologiques ou non biologiques (engrais minéraux). Le tiers de l'augmentation de la production mondiale de céréales vers la moitié des années 70 et 80 s'explique par une utilisation accrue des engrais. En Inde, il s'agit de la moitié de la production. Le niveau d'utilisation des engrais varie considérablement d'une région à l'autre. L'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, l'Asie orientale et l'Asie du Sud ont absorbé près des trois quarts de la consommation mondiale

¹⁷ Pour les données indiquées dans cette section, voir FAO, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2007 », tableau A2. Pour un complément d'information, voir « Conservation Agriculture », y compris des études de cas et de meilleures pratiques sur le site <http://www.fao.org/ag/ca>.

d'engrais en 2007-2008, tandis que l'utilisation des engrais en Afrique subsaharienne a représenté à peine 3,4 % du total mondial¹⁸.

27. La consommation mondiale d'engrais a connu un essor rapide des années 60 aux années 80, mais a considérablement ralenti dans les années 90. Le ralentissement dans les pays industrialisés est essentiellement dû à la diminution de l'aide gouvernementale à l'agriculture et s'explique par les préoccupations grandissantes suscitées par les effets de l'utilisation d'engrais minéraux sur l'environnement. Dans les pays en transition, la consommation d'engrais a également baissé rapidement, mais pour des raisons différentes, dont la récession et la restructuration. Même dans les pays en développement, le taux de croissance de l'utilisation des engrais dans les années 90 n'a pas atteint la moitié de celui des décennies précédentes.

28. Il se peut que les petits exploitants ne soient pas en mesure aujourd'hui de se permettre l'achat d'engrais, étant donné que les prix ont subi le contrecoup de l'augmentation des coûts de l'énergie et de l'amenuisement des stocks de phosphates¹⁹. Bien que l'utilisation excessive d'engrais et d'autres produits chimiques ait soulevé des problèmes concernant la santé et l'environnement, certains analystes estiment que le niveau peu élevé de l'utilisation des engrais en Afrique subsaharienne est la raison principale d'une baisse de la productivité agricole dans la région. D'autre part, des chercheurs ont conclu que, dans certaines circonstances, le compost des ménages et les déchets agricoles ont permis d'augmenter le rendement agricole des petits exploitants dans certaines parties de l'Afrique plus efficacement que ne l'aurait fait l'utilisation d'engrais chimiques²⁰. Au total, il semble qu'une approche intégrée de l'agriculture – combinant des semences améliorées, le choix judicieux des engrais, des mesures de protection des sols et des plantes et de bonnes pratiques de gestion des sols – est indispensable si l'on veut produire des aliments en quantités suffisantes pour nourrir la population mondiale croissante.

29. Une excellente étude de cas récente, qui a été accueillie avec intérêt, relate l'expérience du Gouvernement malawien, lequel a décidé en 2006, contrairement à ce que conseillaient les donateurs et les organisations financières internationales, de subventionner ses agriculteurs, dans une très large mesure pour l'achat d'engrais, et dans une moindre mesure pour l'achat de semences. La bonne fortune aidant avec l'arrivée opportune des pluies (après des années de sécheresse), le rendement des cultures de maïs a plus que doublé au Malawi en 2005 et 2006 et a augmenté de nouveau en 2007. Le Malawi, qui se trouvait autrefois au bord de la famine, se trouve maintenant en mesure non seulement de nourrir sa population mais aussi de

¹⁸ FAO, « Current World fertilizer Trends and Outlook to 2011-2012 » (Rome, février 2008).

¹⁹ Programme des Nations Unies pour l'environnement, « L'environnement pour le développement (GEO 4) », 2007.

²⁰ Pour la position en faveur de l'utilisation des engrais, voir le « Rapport sur le développement dans le monde, 2008 » de la Banque mondiale. L'argument en faveur d'additifs biologiques est de Egziabher, Tewolde Berhan Gebre, « Potential of the African Environment for the Intensification of Agricultural Production » *in* : Aksel Naerstad, éd., « Africa Can Feed Itself » (Oslo, The Development Fund), 2007.

vendre du maïs au Programme alimentaire mondial et d'exporter des centaines de milliers de tonnes de maïs vers les pays voisins en Afrique²¹.

30. Les biocarburants (tels que l'éthanol, fabriqué à partir du sucre et du maïs, et le biodiesel extrait du colza, des graines de soja, de l'huile de palme et d'autres cultures) se sont rapidement imposés sur la scène mondiale et ont des incidences sensibles dans beaucoup de pays. Certains gouvernements, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, ont déjà lancé des projets de développement des biocarburants, qu'ils appuient activement à l'aide d'exonérations fiscales, de subventions et de modalités de consommation. Environ 90 % de la production mondiale d'éthanol de 40 milliards de litres en 2006 sont le fait du Brésil (où la production a commencé dans les années 30) et des États-Unis, tandis que la France et l'Allemagne sont les principaux producteurs de biodiesel. On prévoit que la part des biocarburants dans la production mondiale d'énergie pour les transports passera du niveau actuel d'un peu plus de 1% à 4-7 % environ en 2030 (en fonction des divers scénarios politiques)²². Bien que cette industrie constitue une source potentielle de revenus et offre de nouveaux marchés pour les agriculteurs (y compris les petits exploitants agricoles et les agriculteurs des zones rurales), il faut également tenir compte des préoccupations que suscitent les effets éventuels des biocarburants sur la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et le développement rural. Parmi les questions à étudier, il faut inclure la compétition dans la conquête de terres arables et les compensations, les ressources en eau et autres ressources indispensables à la production agricole, les pressions en faveur de la hausse des prix des aliments, et d'autres coûts socio-économiques et environnementaux.

3. Eau et agriculture

31. L'agriculture est de loin le plus grand utilisateur des réserves d'eau mondiales – absorbant 70 % au moins du total. Cette part va vraisemblablement augmenter considérablement vu le déficit des ressources en eau, qui se manifeste déjà sur tous les continents et touche plus de 40 % des habitants de la planète. Il est prévu que 1,8 milliard de personnes vivront en 2025 dans des pays ou des régions où la pénurie d'eau sera totale, et il se pourrait que les deux tiers de la population du monde vivent alors dans des conditions de stress hydrique. Les changements climatiques, en particulier dans les zones les plus arides de la planète, ne font qu'aggraver la pénurie d'eau. On estime que 80 % des crises alimentaires mondiales sont liées à l'eau et en particulier à la sécheresse²³.

32. L'irrigation est vitale pour l'approvisionnement du monde en denrées alimentaires. De 1997 à 1999, les terres irriguées ne représentaient qu'un cinquième environ de la superficie des sols arables dans les pays en développement mais produisaient les deux cinquièmes de toutes les cultures et près des trois cinquièmes de la production céréalière. La FAO estime qu'il semble y avoir assez de terres irrigables disponibles pour satisfaire les besoins futurs : des études estiment que la

²¹ Intervention de S. E. Bingu Wa Mutharika, Président du Malawi, lors de la manifestation spéciale de haut niveau « Aid for trade and Food Security », FAO, Rome, 21 novembre 2007. Voir également, « Ending Famine, Simply by Ignoring the Experts » de Celia W. Dugger in *The New York Times*, 2 décembre, p. 1.

²² Agence internationale de l'énergie (IEA), « World Energy Outlook 2006 », Paris, 2006.

²³ Contribution de la FAO pour CSD-16; également : PNUE, GEO-4, p. 121; Rosegrant, Mark et al., « World Water and Food to 2025: Dealing with Scarcity » (Washington, IFPRI, 2002); and OCDE, « Water and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies » (Paris, OCDE, 2006).

superficie totale de terres irrigables dans les pays en développement pourrait être de 402 millions d'hectares, dont la moitié seulement est actuellement exploitée. Cependant les ressources en eau sont un élément important qui freinera la croissance en Asie du Sud, laquelle utilisera 41 % de ses ressources renouvelables d'eau douce d'ici à 2030, et au Proche-Orient et en Afrique du Nord, lesquels utiliseront 58 % de leurs ressources.

33. Seuls 7 % des sols arables en Afrique sont maintenant irrigués – le pourcentage étant de 4 % en Afrique subsaharienne. Il en ressort que l'Afrique subsaharienne utilise moins de 3 % de ses ressources en eau. Étant donné que le tiers de sa population est sous-alimenté et qu'il est prévu qu'un doublement de la population en 2030 qui de 700 millions d'habitants aujourd'hui passera à 1,2 milliard d'habitants, les possibilités d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des communautés rurales grâce à une meilleure gestion des ressources en eau, sont évidentes.

4. Ressources phytogénétiques et zoogénétiques

34. Les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont indispensables à une agriculture durable et à la sécurité alimentaire. Les êtres humains ont utilisé quelque 10 000 espèces de plantes pour s'alimenter au cours de leur histoire. Toutefois, une vingtaine de cultures fournissent actuellement 90 % de l'apport calorique ou des protéines alimentaires. Le blé, le riz et le maïs fournissent à eux seuls plus de la moitié de l'apport calorique dans le monde provenant des plantes.

35. Les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture incluent la diversité du matériel génétique contenu dans les variétés traditionnelles et modernes cultivées par les exploitants agricoles, ainsi que des espèces sauvages qui peuvent être utilisées dans l'alimentation des êtres humains et des animaux et servir de fibres pour les vêtements, d'abris, de bois, de bois d'œuvre et de carburant. L'agriculture moderne a amené les agriculteurs à abandonner massivement les variétés de cultures traditionnelles hétérogènes en faveur de variétés modernes et améliorées, mais souvent uniformes. Bien que beaucoup d'espèces aient été préservées (*ex situ*) dans des banques de gènes, l'amenuisement des ressources de la diversité des cultures (*in situ*) est une grave menace à la sécurité alimentaire mondiale à long terme. Les centres de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale préservent, dans leur ensemble, plus de 600 000 échantillons de cultures, de cultures fourragères et de ressources génétiques en agroforesterie, qui sont à la disposition du public. Leurs sélections de semences ont aidé à relancer la croissance agricole dans un certain nombre de pays sortant d'un conflit ou ayant souffert de catastrophes naturelles, telles qu'ouragans et inondations²⁴.

36. Un aspect très controversé de la sélection végétale est le rôle des organismes génétiquement modifiés (OGM). La modification génétique présente des avantages potentiels et réels en ce qu'elle permet d'augmenter le rendement, de réduire le temps nécessaire pour que les cultures viennent à maturité et d'améliorer la résistance aux maladies et aux ravageurs, ce qui peut améliorer la production agricole destinée à atténuer la faim et créer des revenus pour les agriculteurs. Par ailleurs, les risques qu'elle pose pour l'environnement, y compris la diversité

²⁴ Pour complément d'information, voir : www.cgiar.org.

biologique, et pour la santé des êtres humains et des animaux sont en grande partie inconnus. Des arguments en faveur des organismes génétiquement modifiés, ou contre eux, ont été soulevés récemment lors des débats sur le lancement de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Les partisans de la modification génétique estiment que l'Afrique doit utiliser toutes les technologies disponibles, à la fois la biotechnologie traditionnelle et la moderne, pour relever les défis qui se posent à l'agriculture, tandis que les opposants estiment que l'Afrique peut réaliser la sécurité alimentaire sans avoir recours aux OGM. Beaucoup pensent qu'il ne s'agit pas d'une situation tranchée et que les nouvelles technologies devraient faire partie de la boîte à outils des solutions possibles²⁵.

37. Les ressources génétiques animales utilisées dans les aliments et l'agriculture ont également diminué à un rythme accéléré ces dernières années. Le *Rapport sur l'état des ressources zoogénétiques mondiales pour l'alimentation et l'agriculture*, publié par la FAO en 2007, fait état de déficits en capacités des pays, des pays en développement en particulier, de gérer les ressources génétiques animales de manière intégrée²⁶.

5. Santé : animaux et êtres humains

38. L'introduction des pesticides synthétiques (insecticides, fongicides et herbicides) ces 60 dernières années a modifié le rôle de la lutte phytosanitaire dans l'intensification agricole. L'utilisation des pesticides demeure la plus forte dans les pays développés mais ces marchés sont en stagnation ou en recul, en raison, en partie, de graves préoccupations au sujet de l'environnement dans plusieurs pays. La lutte intégrée contre les nuisibles est devenue la stratégie de lutte phytosanitaire de préférence. Cette stratégie repose sur l'intégration rigoureuse d'un nombre de techniques de lutte phytosanitaire disponibles, qui contrecarrent le développement des nuisibles et permettent de maintenir des taux d'utilisation des pesticides ou d'autres produits se justifiant d'un point de vue économique et ne portant pas atteinte à la santé des êtres humains et à l'environnement. Cette lutte intégrée privilégie la croissance de cultures saines en perturbant le moins possible les agroécosystèmes, tout en appuyant les mécanismes naturels de défense contre les nuisibles. D'après la FAO, ce type de lutte peut contribuer à réduire de 50 % l'utilisation des pesticides dans la culture du coton et des légumes, et la réduction peut aller jusqu'à 100 % dans le cas du riz.

39. Les changements environnementaux, l'évolution démographique chez les êtres humains et chez les animaux et la modification des méthodes de culture ont également eu pour corollaire une incidence croissante des cas de transmission de maladies de l'animal à l'homme. Parmi les cas de transmission recensés récemment, on peut citer le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), la grippe aviaire, et l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Étant donné que beaucoup de

²⁵ Le débat a été lancé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, nouvellement créée (septembre 2006) sur la question de savoir si l'Alliance devait intégrer les OGM dans sa stratégie. Il est ressorti du débat que la position de l'Alliance n'est pas contre l'utilisation des OGM mais qu'elle maintiendra en grande partie ces cultures traditionnelles parce qu'elles peuvent donner rapidement des résultats et sont adaptées aux pays africains. Pour complément d'information, voir : <http://www.bdafrica.com>.

²⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2007, *Rapport sur l'état des ressources zoogénétiques mondiales pour l'alimentation et l'agriculture*, <http://www.fao.org/docrep/010/a1250e/a1250e00.htm>.

maladies infectieuses sont des zoonoses, la FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont regroupé et coordonné leurs systèmes d'alerte et d'intervention en 2006 dans le cadre du Système mondial d'alerte rapide (SMAR) afin d'améliorer leur capacité d'endiguer et de combattre les principales maladies des animaux.

40. La Commission du Codex Alimentarius, commission conjointe FAO/OMS, a beaucoup contribué à l'harmonisation internationale de la sécurité et de la qualité des aliments. Depuis sa création il y a presque 50 ans, la Commission a adopté près de 300 normes relatives aux produits de base et à la sécurité alimentaire, plus de 3 000 règles relatives aux limites maximales de résidus de pesticides et les médicaments vétérinaires, plus de 1 000 dispositions relatives aux additifs alimentaires, des douzaines de directives concernant les contaminants, ainsi que des codes de pratique pour prévenir la contamination et divers documents sur l'hygiène alimentaire, qui servent de points de référence dans le monde entier.

D. Moyens d'application : commerce international et investissement dans l'agriculture

1. Commerce agricole international

41. Il y a eu, au cours des décennies passées une intégration sans précédent de l'économie mondiale grâce au commerce. Le commerce international des produits agricoles (y compris les produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et les produits forestiers) a augmenté plus rapidement que le PIB agricole mondial, bien qu'à des taux inférieurs à ceux du commerce des biens et services et du PIB total. Si le commerce agricole a continué d'augmenter ces 40 dernières années (d'après les données jusqu'à 2003) pour atteindre environ 725 milliards de dollars, sa part dans le commerce total des marchandises, qui était d'environ un tiers il y a 40 ans, a diminué régulièrement pour s'établir à 10 % en 2003²⁷.

42. Pendant cette période, le rôle du commerce agricole dans la structure globale des échanges a évolué dans la mesure où les mouvements nets de biens agricoles entre les pays développés et en développement se sont inversés. Durant les 40 dernières années, les pays en développement ont connu une diminution considérable de la part de l'agriculture dans leurs exportations totales de marchandises, ainsi qu'une diminution plus lente de la part de l'agriculture dans leurs importations totales. Ils sont passés d'une situation de revenus nets positifs dans le secteur agricole, où les exportations dépassaient largement les importations, à une situation où les importations et les exportations agricoles s'équilibrent à peu près. Les pays développés ont vu la part de leurs exportations et de leurs importations diminuer plus lentement pendant la même période. De nos jours, le commerce agricole des pays développés et en développement est en gros assez équilibré et représente environ 10 % de leurs importations totales de marchandises de ces pays²⁸.

43. Les produits céréaliers, qui occupaient la plus grande part du commerce agricole mondial, représentent, de nos jours, une part inférieure à 50 % dans les

²⁷ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2005*, chapitre sur « Le commerce agricole et la pauvreté : le commerce peut-il être au service des pauvres? », Rome, 2005.

²⁸ FAO, FAOSTAT Base de données statistiques, Rome, 2006 (<http://faostat.fao.org>).

pays en développement et moins d'un tiers dans les pays développés, vu que les deux groupes de pays importent des produits alimentaires manufacturés ayant une plus forte valeur, notamment les huiles alimentaires, les produits de l'élevage, les fruits et les légumes²⁹.

44. Les pays les moins avancés sont un cas à part en termes de tendances à long terme du commerce agricole mondial. La part des exportations agricoles de ce groupe de pays dans le secteur des exportations a diminué considérablement, tandis que les importations agricoles ont représenté 25 % environ de leurs importations. Les pays les moins avancés, après avoir été des pays exportateurs nets de produits agricoles, sont devenus des pays importateurs nets de ces produits, et depuis la fin des années 80 leur déficit commercial agricole s'est rapidement accentué. Par ailleurs, le degré d'intégration du secteur agricole des pays les moins avancés dans les marchés mondiaux est très faible, si on le compare à celui des pays en développement dans leur ensemble. On estime que les pays africains ont dépensé 18,7 milliards de dollars en importations de denrées alimentaires en 2000, tandis que la valeur de leurs exportations agricoles se montait à 14 milliards, ne dépassant qu'à peine le chiffre pour 1990.

45. Les incidences des politiques commerciales sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'inégalité dans les pays en développement sont au cœur d'un débat international animé sur le rôle du commerce international dans le développement. Le Cycle de négociations de Doha pour le développement en cours a placé au premier rang des priorités le développement et la pauvreté. S'il est vrai que le commerce agricole peut jouer un rôle dans une stratégie de développement axée sur l'agriculture et que la libéralisation du commerce des produits agricoles peut avoir des retombées positives, il n'est pas évident qu'une plus grande ouverture aux marchés internationaux améliorera, à elle seule, considérablement la croissance économique et la sécurité alimentaire et permettra de réduire la pauvreté. Les débats lors du Cycle de Doha portent essentiellement sur l'amélioration de l'accès aux marchés des économies développées pour les exportations agricoles des pays en développement et la réduction des programmes nationaux d'appui aux exploitants agricoles des pays développés, qui écoulent des produits subventionnés sur des marchés mondiaux au détriment des producteurs des pays en développement.

2. Investissement dans l'agriculture

46. Les investissements financiers dans le secteur agricole, comme dans les autres secteurs, comprennent des flux de ressources publiques, tels que l'aide publique au développement (subventions et financements accordés à des conditions libérales par des donateurs et des organisations multilatérales), des prêts accordés à des conditions normales par les institutions financières internationales, des flux de ressources extérieures du secteur privé, des subventions de fondations privées et des ressources intérieures, à la fois publiques et privées. On estime que ce sont des investissements insuffisants provenant de toutes ces sources qui font obstacle depuis des dizaines d'années, à l'augmentation de la production agricole.

47. Ces 20 à 25 dernières années, l'aide publique au développement en faveur de l'agriculture a diminué considérablement, à la fois en tant que part de l'ensemble de

²⁹ Pour un examen détaillé du commerce agricole, voir : OCDE et FAO, *Perspective agricole de l'OCDE et de la FAO 2007-2016* (Paris et Rome, 2007) et tableaux.

l'aide publique au développement qu'en valeur absolue. La part de l'agriculture dans l'aide publique au développement est passée de 18 % en 1979 à 3,5 % en 2004, tandis que l'aide publique au développement réservée au secteur agricole, est passée de 8 milliards de dollars en 1984 (en dollars de 2004) à 3,4 milliards de dollars en 2004. L'aide publique au développement réservée au secteur agricole en Afrique (pour l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord) a légèrement augmenté dans les années 80 mais est retombée au niveau atteint en 1975, soit environ 1,2 milliard de dollars³⁰.

48. Plus récemment, le montant total de l'aide publique au développement a augmenté sensiblement en 2005 (suite aux engagements pris par les donateurs à la Conférence internationale sur le financement du développement en 2002), mais l'objectif de l'augmentation importante de l'aide à l'Afrique, en particulier en faveur de l'Afrique subsaharienne, visait à annuler la dette par des subventions à un petit nombre de grands pays. Les prêts à l'agriculture accordés par des organisations multilatérales ont augmenté d'environ 30 % en 2003-2005, mais à partir d'un niveau très bas, à la suite de la chute brutale du montant total des prêts des institutions financières internationales (en particulier la Banque mondiale) au secteur agricole dans les années 90³¹. Ces derniers temps, la Banque mondiale a annoncé que ses investissements dans l'agriculture et le développement rural ont augmenté au cours de l'année fiscale 2007 pour la quatrième année d'affilée, pour atteindre un montant de 3,1 milliards de dollars, soit 12 % du total des prêts de la Banque. La plus grande partie de ce montant était destinée à l'Asie du Sud, suivie de l'Afrique subsaharienne.

49. Le montant total de l'aide publique au développement provenant des principaux pays donateurs a diminué de 4,5 % pour s'établir à 104,4 milliards de dollars en 2006³². Ainsi, si la part de l'aide publique au développement réservée au secteur agricole cette année-là (données non encore disponibles) est demeurée identique à celle de 2004, le niveau de l'aide en valeur absolue diminuerait encore plus. La Banque mondiale (qui cherche à présent à augmenter les investissements multilatéraux dans l'agriculture et le développement rural) a recensé plusieurs causes de la diminution de l'aide fournie par les donateurs à ces secteurs – qu'elle a regroupées sous le nom de « scepticisme » que suscite le secteur de l'agriculture : a) la baisse des prix internationaux des produits de base qui rendent l'agriculture moins rentable dans les pays en développement; b) la concurrence plus rude pour l'aide publique au développement de la part des secteurs sociaux notamment; c) le nombre élevé de crises nécessitant une aide d'urgence; d) l'opposition de la part des exploitants agricoles de certains pays donateurs s'agissant de l'aide à l'agriculture sur leurs principaux marchés d'exportation; et e) l'opposition de la part de groupes écologistes qui estiment que l'agriculture contribue à la destruction des ressources naturelles et à la pollution de l'environnement³³.

³⁰ OCDE, *Système d'enregistrement des crédits*, 2006, Paris; et Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2008 (2007).

³¹ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2008; et FAO, « *Le financement de l'agriculture : enjeux, contraintes et perspectives* », document C 2007/INF/18, élaboré pour la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO, Rome, 17-24 novembre 2007.

³² OCDE/CAD, *Données finales sur les apports d'APD en 2006*, publiées le 10 décembre 2007, Paris. Le CAD est le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

³³ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2008 (2007).

50. La part que réservent les pays au secteur agricole dans leurs dépenses publiques a également diminué par rapport à l'ensemble des dépenses publiques, et est passée de 11,3 % en 1980 à 6,7 % en 2002. Des données récentes indiquent que pour les pays à vocation agricole (14 pays, dont 12 en Afrique subsaharienne), la part des dépenses publiques allant à l'agriculture avoisinait 4 % en 2004, alors qu'elle était de 6,9 % en 1980³⁴. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la part de l'agriculture dans les dépenses publiques a diminué encore plus, atteignant peut-être 2,5 % du montant total des dépenses publiques en 2002 (alors que le pourcentage était de 8 % en 1980)³⁵. La diminution des dépenses publiques consacrées au secteur agricole contraste avec l'augmentation dans toutes les régions des dépenses allant à l'éducation et à la santé.

51. Les préoccupations des pays africains face à la baisse régulière des ressources publiques intérieures réservées au secteur agricole ont amené les chefs d'État et de gouvernement des pays africains à prendre des engagements importants dans la Déclaration de Maputo de 2003 et à adopter simultanément le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique. Ce programme, élaboré par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, traite des questions de la croissance du secteur agricole, du développement rural et de la sécurité alimentaire. Dans la Déclaration de Maputo, les États membres de l'Union africaine se sont engagés, entre autres, à appliquer d'urgence la stratégie du programme de développement relatif à l'agriculture en Afrique (notamment une croissance annuelle de 6 % de la production vivrière d'ici à 2015), et à consacrer 10 % au moins de leurs ressources budgétaires nationales au cours des cinq années suivantes (c'est-à-dire jusqu'à 2008-2009) à l'agriculture et au développement rural³⁶.

52. Ces engagements publics, de même que les accords sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le Consensus de Monterrey de 2002 issu de la Conférence internationale sur le financement du développement et le Sommet des G-8 à Gleneagles (Écosse) en 2005, ont été renforcés ces dernières années par d'importants apports pour le financement du développement venant de fondations privées. En particulier, en 2006, la Fondation Rockefeller, connue pour avoir joué un rôle de premier plan dans l'appui à la révolution verte des années 50 à 70, laquelle a transformé l'agriculture en Asie du Sud et du Sud-Est et en Amérique latine, a conjugué ses efforts avec ceux d'une autre organisation non gouvernementale basée aux États-Unis, la Fondation Bill and Melinda Gates, afin d'investir 150 millions de dollars pour lancer l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Le partenariat à long terme vise à améliorer le développement agricole en Afrique en s'attaquant aux problèmes de l'agriculture et aux questions socioéconomiques et environnementales, notamment la fertilité des sols et l'irrigation, l'accès à des prix raisonnables à des semences de haute qualité et à

³⁴ Fan, Shenggen, *Public Expenditures, Growth and Poverty in Developing Countries: Issues, Methods and Findings* (Baltimore, Maryland, Johns Hopkins University Press). Cité dans le rapport 2008 de la Banque mondiale.

³⁵ Stephen Ackroyd and Lawrence Smith, *Review of Public Spending to Agriculture*, OPM, janvier 2007, cité dans : FAO, « *Le financement de l'agriculture : enjeux, contraintes et perspectives* », document C 2007/INF/18, élaboré pour la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO, Rome, 17-24 novembre 2007.

³⁶ Voir « NEPAD's CAADP », in *Catalyst for Action: Towards an African Green Revolution, Report of the Oslo Conference 2006* (Oslo, Yara International ASA), 2007.

d'autres intrants améliorés, les pratiques de gestion agricole, et l'accès des exploitants agricoles aux marchés et au financement³⁷.

III. Défis permanents

53. Si, comme on le prévoit, la population mondiale va s'accroître jusqu'à 9 milliards de personnes d'ici à 2050 – soit 50 % de plus qu'aujourd'hui – principalement dans le monde en développement, la pression qui s'exercera sur l'agriculture pour qu'elle puisse nourrir un tel nombre de personnes appelle des solutions novatrices. On ne peut garantir que les excellents résultats de l'agriculture ces 50 dernières années se maintiendront compte tenu des nouveaux défis et des circonstances actuelles. Dans une étude menée en 2005, la Banque mondiale a conclu que, pour le meilleur et pour le pire, la situation de l'agriculture dans beaucoup de pays en développement est très différente de ce qu'elle était il y a une dizaine d'années³⁸. Mais, même si la situation n'est plus ce qu'elle était, la Banque mondiale fait observer dans son rapport sur l'agriculture de 2007 que l'agriculture demeure un instrument fondamental du développement durable et de la réduction de la pauvreté³⁹.

54. L'attention redoublée qu'accordent à l'agriculture les gouvernements, les organisations internationales et les initiatives publiques et privées ces dernières années, telle qu'on le voit dans la partie II ci-dessus, est encourageante. L'amélioration des résultats économiques dans les pays développés et dans beaucoup de pays en développement permet d'espérer des progrès rapides en ce qui concerne l'atténuation de la faim et de la pauvreté dans les années à venir. Cependant, la tâche à accomplir est écrasante; chaque année, jusqu'en 2015, le monde doit pouvoir compter 31 millions de bouches affamées de moins si l'on veut atteindre les objectifs convenus au Sommet mondial de l'alimentation et réaffirmés au Sommet mondial pour le développement durable et dans la Déclaration du Millénaire. En outre, les pays ne font pas tous face aux mêmes défis, et beaucoup d'entre eux risquent de prendre du retard dans la lutte contre la faim. Ceux qui se heurtent aux difficultés les plus grandes et doivent fournir les plus grands efforts sont souvent ceux qui ont le moins les moyens de le faire.

55. Aujourd'hui, l'agriculture mondiale est appelée à jouer une variété de rôles, dans lesquels les compromis sont considérables et souvent difficiles à faire. Elle doit non seulement garantir la sécurité alimentaire de la population mondiale et être une source de subsistance pour des milliards de personnes, les plus démunis en particulier, mais elle doit également rendre des services écosystémiques à l'environnement dans son ensemble, servir de réceptacle à la fixation du carbone et utiliser et gérer les sols, l'eau, l'énergie et d'autres ressources naturelles de façon efficace et durable, tout en réduisant au minimum les dommages à l'environnement.

³⁷ Le communiqué de presse du 2 septembre 2006 de la Fondation Rockefeller se réfère à l'intervention de M. Gates, Coprésident de la Fondation Gates, lors du lancement de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, dans laquelle il a déclaré qu'aucune région importante dans le monde n'a été en mesure de faire des progrès économiques durables sans avoir d'abord considérablement amélioré la productivité agricole.

³⁸ Banque mondiale, *Agricultural Growth for the Poor: An Agenda for Development* (Washington, 2005).

³⁹ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 2008*.

De grandes incertitudes planent sur l'évolution future, notamment la pénurie croissante des ressources, en eau en particulier mais aussi de terres arables, les risques dus aux changements climatiques, la flambée des coûts de l'énergie; et les nouvelles demandes du marché, pour les biocarburants, par exemple. Il faut ajouter à cette liste la récente flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires qui menace la survie des plus démunis.

56. Les problèmes que posent la pauvreté, l'agriculture et l'environnement sont intimement liés et appellent des solutions, particulièrement en Afrique. La sécurité alimentaire s'y est considérablement détériorée ces dernières décennies et les importations de produits alimentaires chers ont augmenté. L'aide alimentaire mondiale demeure essentielle pour faire face aux situations d'urgence, aux secours et aux opérations de relèvement. Parmi les 36 pays identifiés par la FAO comme nécessitant une assistance extérieure pour les aider à régler le problème critique d'insécurité alimentaire, 21 se trouvent en Afrique⁴⁰.

57. Cependant, malgré ces défis, des exemples récents de gains de production et d'augmentation des revenus ruraux, la détermination des pays en développement et l'appui fourni par la communauté internationale, ont amené un certain nombre d'observateurs à conclure que l'Afrique peut se nourrir tout en préservant l'environnement et ses ressources naturelles⁴¹. Le rôle des exploitants agricoles et d'autres partenaires ruraux dans ces efforts est crucial. Après des années de négligence de la part des donateurs et des gouvernements, l'attention se porte à nouveau sur la nécessité d'investir dans l'agriculture et les petits exploitants agricoles afin de réduire la pauvreté et la faim, améliorer le développement rural et la sécurité alimentaire et promouvoir une solution durable à la migration urbaine. Le rôle important que les femmes jouent dans la petite agriculture en particulier demande que les questions d'égalité des sexes soient intégrées à ces efforts.

⁴⁰ FAO, « Perspectives de récoltes et situation alimentaire », n° 1, février 2008, Rome. Les autres pays en crise se trouvent en Asie (9), en Amérique latine et dans les Caraïbes (4) et en Europe (2).

⁴¹ Voir Aksel Naerstad, éd., *Africa Can Feed Itself: Conclusions and recommendations from the Conference « Can Africa Feed Itself? »*, Oslo, 6-8 juin 2007.